

**I. Description  
des garanties**

**Le “module de couverture” Métiers de la sécurité est spécialement conçu pour les métiers de la sécurité des personnes et des biens.**

Sous réserve des exclusions spécifiques visées à la Rubrique II “Exclusions spécifiques de garanties” ci-après, le “module de couverture” Métiers de la sécurité a pour objet d’exposer les conditions dans lesquelles **nous** garantissons les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que **vous** pouvez encourir dans le cadre de l’exécution, par **vous** ou **vos préposés**, de **votre activité professionnelle** et ce, lorsque cette exécution donne lieu à une **réclamation à votre** encontre au titre de **dommages corporels, matériels ou immatériels**, consécutifs ou non, énumérés ci-après.

Les **sinistres** ainsi visés sont couverts par la **police** lorsque **votre activité professionnelle** est exécutée dans un pays de l’Union Européenne et quelle que soit la nationalité du plaignant, toutefois dans les limites visées aux Conditions Particulières, en ce sens que la loi au regard de laquelle le **sinistre** sera apprécié dans tous ses éléments constitutifs et la juridiction compétente dans ce cadre doivent entrer dans le périmètre défini au sein des Conditions Particulières.

Peuvent bénéficier de la **police** :

- les personnes physiques ou morales proposant à leurs **clients** une ou plusieurs prestations de sécurité privée dans le respect des dispositions de la loi 83-629 du 12 juillet 1983 modifiée et de ses décrets d’application,
- les personnes physiques ou morales proposant à leurs **clients** des prestations de conception, vente, installation, location et de maintenance de systèmes d’alarme et de vidéosurveillance, à l’exclusion de toute fabrication,
- les personnes physiques ou morales proposant à leurs **clients** une ou plusieurs prestations de sécurité incendie dans le respect des dispositions de l’Arrêté du 2 mai 2005 modifié relatif aux missions, à l’emploi et à la qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur.

Faute professionnelle

1. Les risques inhérents ou **dommages** résultant des erreurs, omissions ou négligences commises par **vous** ou **vos préposés** dans le cadre de l’exécution d’un **contrat** ;

Manquements contractuels

2. Les risques inhérents ou **dommages** résultant de l’inexécution totale ou partielle de **vos** obligations au titre d’un **contrat** ;

Faute intentionnelle ou dolosive

3. Les risques inhérents ou **dommages** résultant des faits ou actes commis par **vos préposés** avec une intention dolosive, malveillante ou malhonnête ;

Produits défectueux

4. Les risques inhérents ou **dommages** résultant de **produits** respectant les normes AFNOR et / ou CNPP et / ou CE mais constituant des produits défectueux.

Divulgaration d’informations confidentielles

5. Les risques inhérents ou **dommages** résultant de la divulgation d’informations confidentielles commise par **vous** ou **vos préposés** ;

Dénigrement

6. Les risques inhérents ou **dommages** résultant d’actes ou de faits consistant à jeter le discrédit sur des produits ou services ;

Atteinte à la vie privée

7. Les risques inhérents ou **dommages** résultant de toute atteinte au droit au nom, à l’image, à la voix, à l’intimité, à l’honneur et à la réputation, à l’oubli et à la biographie ;

Diffamation

8. Les risques inhérents ou **dommages** résultant d’allégations ou d’imputations de faits portant atteinte à l’honneur ou à la considération ;

Concurrence déloyale (parasitisme / utilisation frauduleuse)

9. Les risques inhérents ou **dommages** résultant d’actes de parasitisme ou de toute utilisation frauduleuse de formats, noms commerciaux, noms de personnages, titres, slogans, matériels graphiques ou créations artistiques ;

## Module de couverture

### Métiers de la sécurité

Contrefaçon	10. Les risques inhérents ou <b>dommages</b> résultant d'atteintes aux droits de propriété intellectuelle de tiers, à savoir la contrefaçon de droits d'auteur (en ce compris les atteintes au droit moral), de droits voisins, de marques, de dessins et modèles, du droit sui generis des producteurs de bases de données.
Perte et destruction	11. Les risques inhérents ou <b>dommages</b> résultant de la perte ou la destruction totale ou partielle de documents ou tout autre support matériel de données, ainsi que des biens qui <b>vous</b> ont été confiés dans le cadre de <b>vos activités professionnelles</b> .
Virus	12. Les risques inhérents ou <b>dommages</b> résultant de la transmission par <b>vous</b> ou <b>vos préposés</b> , d'un <b>virus</b> au travers d'un <b>livrable</b> .
<b>II. Exclusions spécifiques de garanties</b>	Outre les exclusions générales de garanties visées à la Partie 3 "Nos exclusions générales de garanties" des Conditions Générales, le "module de couverture" Métiers de la sécurité ne couvre pas les risques, <b>dommages</b> et <b>sinistres</b> spécifiques visés ci-après.

Réglementation professionnelle	1. Les risques inhérents ou <b>dommages</b> résultant de la pratique d'activités assurées sans avoir satisfait ou respecté les dispositions des normes relatives aux Métiers de la sécurité, dont notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>- la loi 83-629 du 12 juillet 1983 modifiée ainsi que ses décrets d'application réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, d'enquêteur / détective privé et de transports de fonds ;</li> <li>- l'Arrêté du 2 mai 2005 modifié relatif aux missions, à l'emploi et à la qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur ;</li> </ul>
Port d'armes	2. Les risques inhérents ou <b>dommages</b> résultant de l'usage, du port ou de la garde d'une arme quelle qu'en soit la catégorie telle que réglementée par le décret n°95-589 du 6 mai 1995 ;
Chiens dangereux	3. Les risques inhérents ou <b>dommages</b> occasionnés par des chiens de 1 <sup>re</sup> et 2 <sup>e</sup> catégorie dans le cas où <b>vous</b> n'avez pas respecté ou pris les mesures nécessaires pour faire respecter les obligations légales ou réglementaires incombant au propriétaire du chien ;
Violation d'une obligation contractuelle de ne pas faire	4. Les risques inhérents ou <b>dommages</b> résultant de <b>votre</b> manquement à une obligation contractuelle d'exclusivité, de restriction territoriale, de non-concurrence, de non-débauchage ou toute autre obligation commerciale de nature similaire ;
Cessation de relations d'affaires	5. Les risques inhérents ou <b>dommages</b> résultant de <b>votre</b> décision unilatérale de cesser toute relation d'affaires avec un <b>client</b> ;
Responsabilité Civile Décennale	6. Les risques inhérents et les <b>dommages</b> résultant des responsabilités et garanties visées aux articles 1792, 1792-1 et suivants et 2270 du code civil ou prévues par toute législation étrangère équivalente, ainsi que les <b>dommages immatériels</b> non consécutifs en résultant ;
Alarme sociale	7. Les risques inhérents ou <b>dommages</b> résultant de toute intervention sur site en cas de déclenchement d'alarme sociale. Par alarme sociale, <b>nous</b> entendons tout système ayant pour objet de signaler un état physique nécessitant des soins immédiats ;
Sous-traitance	8. a/ Les <b>sinistres</b> mettant en cause <b>votre</b> responsabilité du fait d'un sous-traitant dès lors que <b>vous</b> n'avez pas mis en œuvre les mesures préalables appropriées aux fins de <b>vous</b> assurer que celui-ci respecte les dispositions des normes relatives aux Métiers de la sécurité, dont notamment :

## Module de couverture

### Métiers de la sécurité

- la loi 83-629 du 12 juillet 1983 modifiée ainsi que ses décrets d'application réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, d'enquêteur/détective privé et de transports de fonds ;
- l'Arrêté du 2 mai 2005 modifié relatif aux missions, à l'emploi et à la qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur ;

b/ Dans le cas où **votre** sous-traitant n'aurait pas souscrit une **police** d'assurance Responsabilité Civile Professionnelle couvrant les risques et **dommages** inhérents aux missions confiées et ce, à hauteur du montant du **sinistre** ou pour des montants correspondant à ceux du présent **contrat** d'assurance, la **franchise** sera portée à 10% du montant du **sinistre** indemnisable au titre du présent **contrat** avec un minimum de 50 000 euros par **sinistre**. Cette **franchise** s'appliquera sur la partie du **sinistre** non couverte par le **contrat** d'assurance de **votre** sous-traitant.

### III. Paiements au titre de la garantie

#### A. Les frais de défense

**Nous** prendrons à **notre** charge les **frais de défense** que **vous** aurez le cas échéant supportés, dès lors :

- qu'ils ont été engagés par **vous** au titre d'un dommage s'inscrivant dans la Rubrique I "Description des Garanties" du présent "module de couverture", et
- qu'ils ont reçu **notre accord** préalable écrit, et
- dans l'hypothèse où **nous vous** avons notifié **notre** intention de diriger et contrôler la procédure de règlement amiable ou judiciaire de la **réclamation** selon les modalités visées à la Rubrique VI "Vos obligations à notre égard en cas de direction de l'instance" de la Partie 4 "Vos obligations" des Conditions Générales, que **nous** disposions effectivement de ces pouvoirs de direction et de contrôle.

Sur demande écrite de **votre** part et sous réserve de ce qui précède, **nous** pourrions le cas échéant procéder à une avance des **frais de défense**, préalablement à tout règlement amiable ou judiciaire effectif de la **réclamation**.

#### B. Les dommages et intérêts

**Nous** prendrons à **notre** charge les **dommages** et intérêts que **vous** serez le cas échéant amené à supporter, en conséquence d'un accord transactionnel définitif au sens des dispositions des articles 2044, 2052 et suivants du Code Civil ou d'une décision arbitrale ou d'une condamnation judiciaire exécutoire prononcée à **votre** encontre, dès lors :

- qu'ils sont dus au titre de la réparation du préjudice subi en conséquence de la **réclamation** au titre d'un dommage s'inscrivant dans la Rubrique I "Description des garanties" ci-avant, et
- dans l'hypothèse où **nous vous** avons notifié **notre** intention de diriger et contrôler la procédure de règlement amiable ou arbitrale ou judiciaire de la **réclamation** selon les modalités visées à la Rubrique VI "Vos obligations à **notre** égard en cas de direction de l'instance" de la Partie 4 "Vos obligations" des Conditions Générales, que **nous** ayons effectivement disposé de ces pouvoirs de direction et de contrôle.

#### C. Les frais additionnels

**Nous** prendrons à **notre** charge les frais additionnels que **vous** serez le cas échéant amené à engager en conséquence d'une **réclamation** à **votre** encontre, dès lors :

- qu'ils ont été engagés par **vous** aux fins exclusives d'atténuer l'importance des conséquences, en particulier pécuniaires, d'une telle **réclamation** au titre d'un dommage s'inscrivant dans la Rubrique I "Description des garanties" ci-avant, et
- qu'ils ont reçu **notre accord** préalable écrit.

## Module de couverture

### Métiers de la sécurité

- IV. En cas d'impayés à votre rencontre** Si, au titre d'un **sinistre** couvert par la présente **police**, **votre client** refuse de payer une partie des sommes facturées par **vous**, au regard de sa **réclamation** et menace de diligenter une procédure à **votre** rencontre pour un montant supérieur à celui qu'il **vous** doit, **nous** pourrons, si **nous** l'estimons utile, opter pour l'une des options ci-après.
- A. Accord transactionnel **Nous** paierons le montant qui **vous** est dû à la date du refus de paiement s'il est possible de régler le litige à l'amiable par l'abandon de **votre** créance et si **nous** avons de bonnes raisons de penser que cela évitera une condamnation pour un montant supérieur au montant dû par **votre client**.
- Cette prise en charge est subordonnée à **notre accord** écrit préalable sur le principe et le montant du règlement amiable, sous réserve de la signature d'un protocole transactionnel entre les parties au sens des dispositions de l'article 2044 du Code Civil, ayant autorité de chose jugée en dernier ressort au sens des dispositions de l'article 2052 et suivants du même Code.
- En outre, si une procédure arbitrale et/ou judiciaire est évitée, **nous vous** indemniserons des frais additionnels que **vous** aurez exposés avec **notre accord** écrit préalable et dont le coût serait inférieur aux conséquences pécuniaires prévisibles de cette procédure arbitrale et / ou judiciaire.
- B. Abandon de créance **Nous** paierons le montant qui **vous** est dû à la date du refus de paiement s'il **vous** est impossible de conclure un règlement amiable avec le **client** et que **nous** estimons qu'en abandonnant la **réclamation** des sommes **vous** restant dues, **vous** pourrez éviter les conséquences pécuniaires d'une **réclamation** pour un montant supérieur. Cette prise en charge est subordonnée à **notre accord** écrit préalable sur le principe et le montant du règlement.
- C. Procédure arbitrale et / ou judiciaire Dans l'hypothèse où un règlement amiable du litige n'est pas obtenu et qu'une action est engagée à **votre** rencontre, **nous** pourrons prendre la direction de l'instance conformément à la Rubrique VI "**Vos** relations avec **nous** en cas de direction de l'instance" de la Partie 4 "**Vos** obligations" des Conditions Générales.
- Si **vous** recouvrez la somme qui **vous** est due, **vous** devrez **nous** rembourser l'indemnité que **nous vous** aurons payée, déduction faite des frais de recouvrement que **vous** aurez raisonnablement exposés et dont les justificatifs **nous** auront été transmis préalablement.
- Nous** serons subrogés dans **vos** droits et actions à concurrence des indemnités que **nous** aurons versées.